



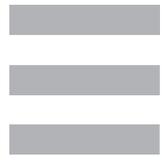
# Les implications de MSS pour le SECA

**Francesco Maiani**



Institut de hautes études en administration publique  
Swiss Graduate School of Public Administration  
Institut universitaire autonome

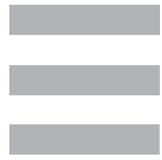
L'Université pour le service public



# Plan de l'exposé

---

- **Le SECA et le système de Dublin**
  - Le SECA comme « système de systèmes » évolutif
  - Rôle et précautions d'usage du système de Dublin
- **Doctrines de la confiance mutuelle avant MSS**
  - Des présomptions irréfragables en droit aux présomptions irréfragables en fait
  - Les « apports » de K.R.S.
- **MSS: recadrage des principes, retour à la réalité**
- **En guise de contribution à la discussion: quelques idées sur les implications de MSS**

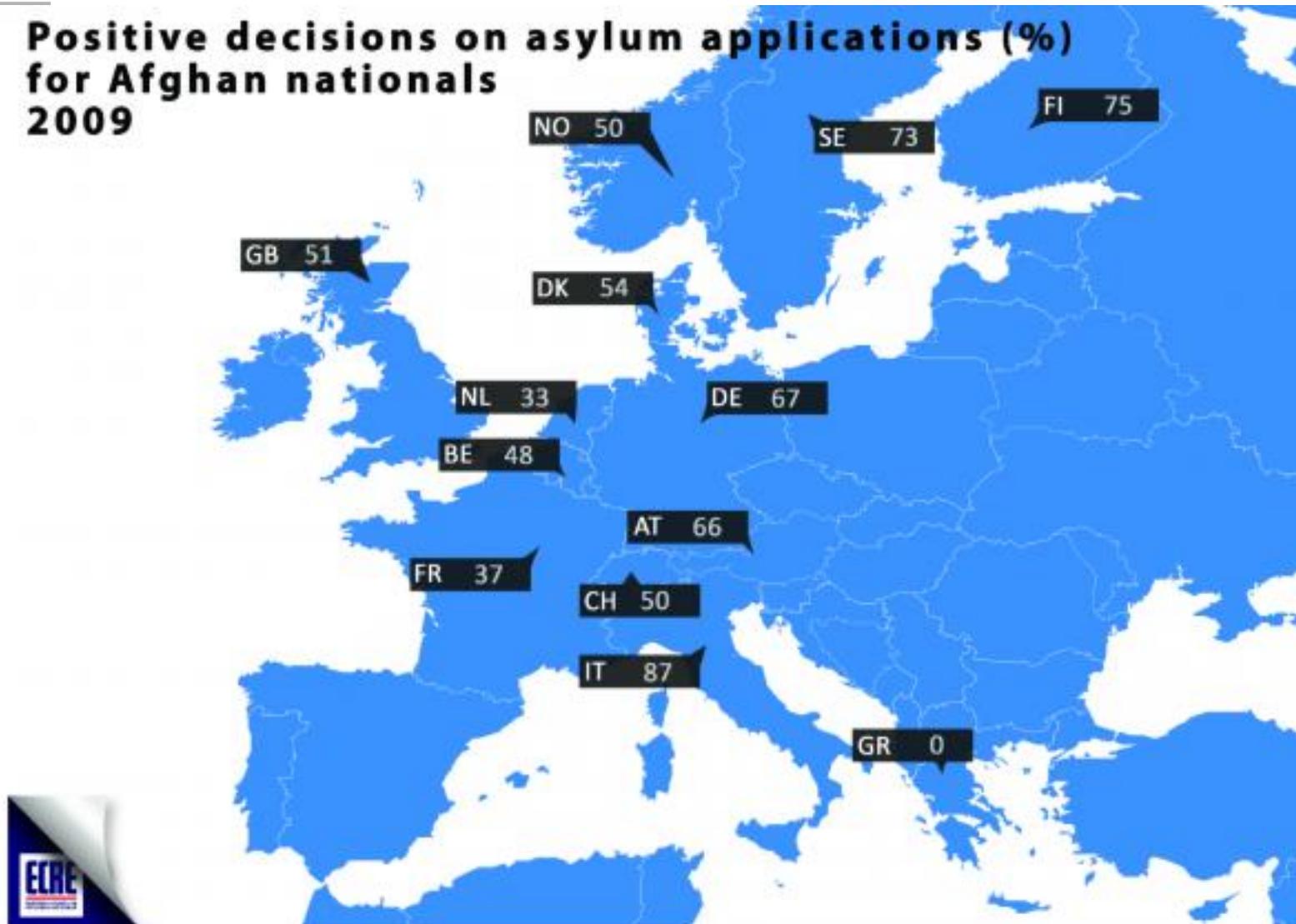


# Programme de Stockholm

---

Quel que soit l'État membre où les personnes introduisent leur demande d'asile, il est capital qu'elles bénéficient d'un traitement de niveau équivalent quant aux conditions d'accueil, et de niveau égal quant aux modalités procédurales et à la détermination de leur statut. L'objectif devrait être que les cas analogues soient traités de la même manière et que ce traitement aboutisse au même résultat (§ 6.2)

## Positive decisions on asylum applications (%) for Afghan nationals 2009



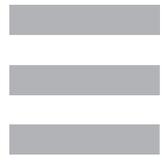
Source: UNHCR, 2009 Global Trends, 15 June 2010. Available at: [http://www.unhcr.org/globaltrends/2009-Global-Trends-annex\\_v2\\_external.zip](http://www.unhcr.org/globaltrends/2009-Global-Trends-annex_v2_external.zip)

Methodology : rates are included only for the European countries in which 100 or more applications were lodged during 2009.

## Positive decisions on asylum applications (%) 2009



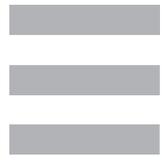
Source: UNHCR, 2009 Global Trends, 15 June 2010. Available at: [http://www.unhcr.org/globaltrends/2009-Global-Trends-annex\\_v2\\_external.zip](http://www.unhcr.org/globaltrends/2009-Global-Trends-annex_v2_external.zip)



## Cour EDH, TI c. R-U

---

La Cour estime qu'en l'espèce, le refoulement indirect vers un pays intermédiaire qui se trouve être également un Etat contractant n'a aucune incidence sur la responsabilité du Royaume-Uni, qui **doit veiller à ne pas exposer le requérant à un traitement contraire à l'article 3 de la Convention par sa décision de l'expulser**. Dans ce contexte, le Royaume-Uni **ne peut pas non plus s'appuyer d'office** sur le système établi par la Convention de Dublin pour attribuer, au sein des pays européens, la responsabilité de statuer sur les demandes d'asile.

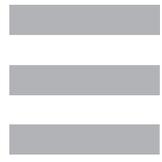


## CCE, 26.3.2010

---

Sur la base du principe intra-communautaire de confiance, il doit être présumé que l'Etat concerné respectera les obligations qui découlent de ces dispositions (...). La présomption susmentionnée est réfragable (...).

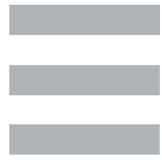
[L]a simple référence à des rapports généraux (...) ne peut suffire à établir le risque susmentionné, sous réserve de l'hypothèse visée supra où la partie requérante allègue faire partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais traitements (...). Il appartient à la partie requérante de démontrer, **in concreto**, de quelle manière elle encourt un tel risque réel dans l'Etat vers lequel elle est éloignée.



# Asylgerichtshof (AT), 16.1.2009

---

... die entsprechenden Berichte nicht nur eine objektive Wiedergabe von Eindrücken und Erlebnissen darstellen, sondern auch offensichtlich mit dem rechtspolitischen Interesse verbunden sind, die Dublin-II-VO als solche abzuschaffen.



## Cour EDH, KRS c. R-U

---

Quite apart from these considerations, and from the standpoint of the Convention, there is nothing to suggest that those returned to Greece under the Dublin Regulation run the risk of onward removal to a third country where they will face ill-treatment contrary to Article 3 without being afforded a real opportunity, on the territory of Greece, of applying to the Court for a Rule 39 measure to prevent such.